

ACCORD-CADRE DE FOURNITURES COURANTES ET DE SERVICES

**FOURNITURE DE COMPOSANTS
ELECTRONIQUES**

MP 2025-16

INSTITUT NATIONAL DES SCIENCES APPLIQUEES
24 BOULEVARD DE LA VICTOIRE
67084 STRASBOURG CEDEX

SOMMAIRE

1 - Dispositions générales du contrat	3
1.1 - Objet du contrat	3
1.2 - Décomposition du contrat	3
1.3 - Type d'accord-cadre	3
1.4 - Conditions d'attribution des bons de commande	3
1.5 - Conditions d'attribution des bons de commande	4
2 - Pièces contractuelles	4
3 - Durée et délais d'exécution	4
3.1 - Durée du contrat	4
3.2 - Reconduction	5
4 - Prix	5
4.1 - Caractéristiques des prix pratiqués	5
4.2 - Modalités de variation des prix	6
4.3 - Offres promotionnelles	6
5 - Garanties Financières et Avances	6
6 - Modalités de règlement des comptes	6
6.1 - Acomptes et paiements partiels définitifs	6
6.2 - Présentation des demandes de paiement	6
6.3 - Délai global de paiement	7
6.4 - Paiement des cotraitants	7
7 - Conditions d'exécution des prestations	7
8 - Constatation de l'exécution des prestations	8
8.1 - Vérifications	8
9 - Garantie des prestations	8
10 - Pénalités	8
10.1 - Pénalités de retard	8
11 - Assurances	8
12 - Résiliation du contrat	8
12.1 - Conditions de résiliation de l'accord-cadre	8
12.2 - Redressement ou liquidation judiciaire	8
13 - Règlement des litiges et langues	9
14 - Dérogations	9

1 - Dispositions générales du contrat

1.1 - Objet du contrat

Les stipulations du présent Cahier des clauses administratives particulières (CCAP) concernent la fourniture de composants électroniques.

Cet accord-cadre fixe toutes les conditions d'exécution des prestations, il est exécuté au fur et à mesure de l'émission de bons de commande émis par le pouvoir adjudicateur.

Lieu d'exécution :
INSA Strasbourg
24 Boulevard de la Victoire
67084 Strasbourg Cedex

1.2 - Décomposition du contrat

Il n'est pas prévu de décomposition en lots.

1.3 - Type d'accord-cadre

La procédure de passation utilisée est l'appel d'offres ouvert. Elle est soumise aux dispositions des articles L.2124-1, L.2124-2, R.2124-1, R.2124-2, R.2161-2 à R.2161-5 du Code de la Commande publique.

Chaque accord cadre sera attribué à plusieurs opérateurs économiques (3, sous réserve d'un nombre suffisant d'offres) sans minimum et sans maximum passé en application des articles L.2125-1 1, R.2162-1 à R.2162-6 du Code de la commande publique.

Cet accord cadre donnera lieu à l'émission de bons de commande dans les conditions fixées aux articles R.2162-13 et R.2162-14 dudit code.

Aucune quantité minimale ou maximale n'est garantie. A titre indicatif, la dépense annuelle estimée est de 43 000€.

1.4 - Conditions d'attribution des bons de commande

Les bons de commande seront notifiés par le pouvoir adjudicateur.

Les mentions devant figurer sur chaque bon de commande sont les suivantes :

- le nom ou la raison sociale du titulaire.
- la date et le numéro du marché MP 2025-16;
- la date et le numéro du bon de commande ;
- la nature et la description des prestations à réaliser ;
- les délais de livraison (date de début et de fin) ;
- les lieux de livraison des prestations ;
- le montant du bon de commande ;
- les délais laissés le cas échéant aux titulaires pour formuler leurs observations.

Seuls les bons de commande signés par le représentant du pouvoir adjudicateur pourront être honorés par le ou les titulaires.

1.5 - Conditions d'attribution des bons de commande

L'émission des bons de commande s'effectue selon les modalités suivantes :

- Les achats se feront en ligne. Le titulaire mettra à disposition une plateforme logicielle pour la saisie, la validation et le suivi de la commande. L'interface WEB devra être en français ;
- Pour chaque commande, le titulaire transmettra un accusé de réception faisant apparaître les fournitures commandées ainsi que la référence du compte associé à la commande, le montant de la commande et le nom du responsable de la commande ;
Le titulaire devra être en mesure d'éditer un récapitulatif hebdomadaire des commandes par compte ouvert pour chaque responsable de commande.

La durée maximale de validité des bons de commande sera de 3 mois.

La liste des responsables de commande habilités par le Directeur de l'INSA sera communiquée aux titulaires. Une réunion de mise en place et de fonctionnement du marché sera également organisée entre l'INSA et chaque titulaire après attribution du marché.

Les attributaires retenus seront consultés et choisis en fonction du prix, de la disponibilité des produits et du délai. La consultation pourra se faire sur le site en ligne de l'entreprise, par mail ou par téléphone. Pour les demandes particulières, les fournisseurs bénéficieront d'un délai maximum de réponse de 3 jours ouvrés.

Par ailleurs, l'INSA pourra s'adresser à un prestataire autre que les titulaires du marché pour les commandes d'articles ou de produits spécifiques qu'aucun des titulaires n'est en mesure de fournir.

2 - Pièces contractuelles

Par dérogation à l'article 4.1 du CCAG-FCS, les pièces contractuelles de l'accord-cadre sont les suivantes et, en cas de contradiction entre leurs stipulations, prévalent dans cet ordre de priorité :

- L'acte d'engagement (AE) et ses annexes ;
- Le cahier des clauses administratives particulières (CCAP) ;
- Le Bordereau des Prix Unitaires (BPU) ;
- Le cahier des clauses techniques particulières (CCTP) et ses annexes ;
- Une description technique des dispositions que le candidat se propose d'adopter pour l'exécution du contrat.
- La liste des fournitures utilisées par l'INSA ;
- Le Cahier des Clauses Administratives Générales applicables aux marchés publics de Fournitures Courantes et de Services.

3 - Durée et délais d'exécution

3.1 - Durée du contrat

L'accord-cadre est conclu pour une période initiale de 1 an à compter **01/09/2025 au 31/08/2026**.

Les délais d'exécution ou de livraison des prestations sont fixés à chaque bon de commande conformément aux stipulations des pièces du marché.

Une prolongation du délai d'exécution peut être accordée par le pouvoir adjudicateur dans les conditions de l'article 13.3 du CCAG-FCS.

Les bons de commandes ne pourront être émis que pendant la durée de validité de l'accord-cadre.

Les prestations faisant l'objet de chaque bon de commande devront être exécutées/livrées dans un délai maximum de 48 heures à compter de la réception de la commande (sauf cas exceptionnel dûment justifié).

Cependant, chaque candidat peut proposer un délai maximum de livraison inférieur à celui imposé par l'INSA. Il devra dans ce cas préciser ce délai maximal de livraison dans sa description technique. Ce délai deviendra contractuel et sera pris en compte dans les critères de notation.

Conformément aux articles 13.1.2. et 13.2.1. du C.C.A.G.-F.C.S., le délai d'exécution des prestations commence à courir à compter de la date de notification du bon de commande et s'achève à la date de livraison des prestations.

3.2 - Reconduction

L'accord-cadre est reconduit tacitement jusqu'à son terme. Le nombre de périodes de reconduction est fixé à 3. La durée de chaque période de reconduction est de 1 an. La durée maximale du contrat, toutes périodes confondues, est de 4 ans.

La reconduction est considérée comme acceptée si aucune décision écrite contraire n'est prise par le pouvoir adjudicateur au moins 1 mois avant la fin de la durée de validité de l'accord-cadre. Le titulaire ne peut pas refuser la reconduction.

4 - Prix

4.1 - Caractéristiques des prix pratiqués

Les prestations sont réglées par des prix unitaires selon les stipulations de l'acte d'engagement.

Les prix résultent de la remise faite par le titulaire sur les prix catalogue au moment de la commande. Les remises sont fermes pendant toute la durée du marché.

Le Bordereau des Prix unitaires liste les produits objet du marché lors de sa notification. Il s'agit d'un document non exhaustif.

En cas de commande de produits non référencés dans le bordereau de prix, le pourcentage de remise applicable est celui indiqué par le titulaire sur la ligne « Taux de remise sur les autres produits » de la catégorie ou la famille concernée. Ce pourcentage est ferme pendant toute la durée du marché.

Les prix unitaires, fixés en euros, sont appliqués aux quantités réellement exécutées et acceptées et, conformément à l'article 10.1.3 du C.C.A.G.-F.C.S., ils sont réputés comprendre toutes charges fiscales, parafiscales ou autres frappant obligatoirement la prestation, les frais afférents au conditionnement, à l'emballage, à la manutention, à l'assurance, au stockage, au transport, à la livraison, à la facturation ainsi que toutes les autres dépenses nécessaires à l'exécution des prestations, les marges pour risque et les marges bénéficiaires.

Aucun montant minimum de commande ne pourra être exigé par le titulaire.

Quel que soit le montant de la commande, les livraisons devront obligatoirement et systématiquement être franco de port.

4.2 - Modalités de variation des prix

Les prix du marché sont réputés établis sur la base des conditions économiques du mois de remise des offres ; ce mois est appelé « mois zéro ».

Les prix (hors taux de remise) sont révisables, à la hausse comme à la baisse, par référence aux tarifs publics du titulaire.

Les tarifs applicables sont ceux connus par l'administration à la date du bon de commande. De ce fait, et par dérogation à l'article 10.2 du C.C.A.G.-F.C.S., le prix de règlement est celui en vigueur à la date d'émission du bon de commande.

Une révision du bordereau de prix peut être réalisée sur proposition du titulaire. Les bordereaux de prix peuvent être mis à jour au maximum 4 fois par an.

Le titulaire du marché doit faire parvenir à l'INSA son nouveau bordereau avec un préavis de 15 jours avant la date d'application des nouveaux prix à l'adresse suivante : daf@insa-strasbourg.fr

La clause limitative dite « de sauvegarde » s'applique : Par dérogation aux articles 29 et 33 du C.C.A.G.-F.C.S., le pouvoir adjudicateur se réserve le droit de résilier sans indemnité la partie non exécutée du marché à la date d'application de la nouvelle référence lorsque l'augmentation de cette référence est supérieure à 2 % l'an.

4.3 - Offres promotionnelles

Le titulaire peut faire bénéficier le pouvoir adjudicateur d'offres promotionnelles qu'il est susceptible de proposer à l'ensemble de sa clientèle. Ces prix s'appliqueront aux commandes notifiées pendant la période promotionnelle.

Des taux de remise exceptionnels sont possibles à condition qu'ils conduisent à des prix inférieurs aux prix nets résultant de l'application des clauses du marché.

5 - Garanties Financières et Avances

Aucune clause de garantie financière ne sera appliquée et aucune avance ne sera versée.

6 - Modalités de règlement des comptes

6.1 - Acomptes et paiements partiels définitifs

Les modalités de règlement des comptes sont définies dans les conditions de l'article 11 du CCAG-FCS.

6.2 - Présentation des demandes de paiement

Les fournisseurs émetteurs de factures à destination de l'Etat, des collectivités locales et de leurs établissements publics respectifs ont l'obligation d'utiliser la facturation électronique.

Une solution technique mutualisée, dénommée « Chorus Portail Pro 2017 » (CPP), permettant le dépôt, la réception et la transmission des factures électroniques, est mise à disposition des fournisseurs gratuitement.

Ce portail électronique mutualisé est accessible à l'adresse suivante :

<https://chorus-pro.gouv.fr/>

Le numéro SIRET de l'INSA (196 727 671 00014) est nécessaire, ainsi que le numéro du/des bon(s) de commande transmis au titulaire du contrat par le/les service(s) à l'origine de la commande.

Outre les mentions légales, les factures électroniques transmises par le titulaire et le(s) sous-traitant(s) admis au paiement direct comportent les mentions suivantes :

1° La date d'émission de la facture ;

- 2° La désignation de l'émetteur et du destinataire de la facture ;
- 3° Le numéro du Bon de Commande et le numéro du marché MP 2025-16 ;
- 4° La date de livraison des fournitures ou d'exécution des services ou des travaux ;
- 5° La quantité et la dénomination précise des produits livrés, des prestations et travaux réalisés ;
- 6° Le prix unitaire hors taxes des produits livrés, des prestations et travaux réalisés ou, lorsqu'il y a lieu, leur prix forfaitaire ;
- 7° Le montant total hors taxes et le montant de la taxe à payer, ainsi que la répartition de ces montants par taux de taxe sur la valeur ajoutée, ou, le cas échéant, le bénéfice d'une exonération ;
- 8° L'identification, le cas échéant, du représentant fiscal de l'émetteur de la facture ;
- 9° Le cas échéant, les modalités particulières de règlement ;
- 10° Le cas échéant, les renseignements relatifs aux déductions ou versements complémentaires.

Elles comportent également le numéro d'identité de l'émetteur (ou à défaut, son identifiant) et celui du destinataire de la facture.

Le dépôt, la transmission et la réception des factures électroniques sont effectués exclusivement sur le portail de facturation Chorus Pro. Lorsqu'une facture est transmise en dehors de ce portail, la personne publique peut la rejeter après avoir rappelé cette obligation à l'émetteur et l'avoir invité à s'y conformer.

La date de réception d'une demande de paiement transmise par voie électronique correspond à la date de notification du message électronique informant l'acheteur de la mise à disposition de la facture sur le portail de facturation (ou, le cas échéant, à la date d'horodatage de la facture par le système d'information budgétaire et comptable de l'Etat pour une facture transmise par échange de données informatisé).

Attention :

Le titulaire et le(s) éventuel(s) sous-traitant(s) proposeront une solution de consolidation des factures d'une même commande.

Le titulaire doit être en mesure de regrouper les différentes livraisons d'une même commande sur une seule facture.

Le titulaire peut proposer une solution alternative pour regrouper les différentes livraisons d'une même référence de commande comme une facturation mensuelle.

Toute facture qui sera transmise hors plateforme CHORUS et sans numéro d'engagement sera rejetée par les services financiers de l'INSA de Strasbourg.

6.3 - Délai global de paiement

Les sommes dues au(x) titulaire(s) seront payées dans un délai global de 30 jours à compter de la date de réception des demandes de paiement.

En cas de retard de paiement, le titulaire a droit au versement d'intérêts moratoires, ainsi qu'à une indemnité forfaitaire pour frais de recouvrement d'un montant de 40 €. Le taux des intérêts moratoires est égal au taux d'intérêt appliqué par la Banque centrale européenne à ses opérations principales de refinancement les plus récentes, en vigueur au premier jour du semestre de l'année civile au cours duquel les intérêts moratoires ont commencé à courir, majoré de huit points de pourcentage.

6.4 - Paiement des cotraitants

En cas de groupement conjoint, chaque membre du groupement perçoit directement les sommes se rapportant à l'exécution de ses propres prestations. En cas de groupement solidaire, le paiement est effectué sur un compte unique, ouvert au nom du mandataire.

Les autres dispositions relatives à la cotraitance s'appliquent selon l'article 12.1 du CCAG-FCS.

7 - Conditions d'exécution des prestations

Les prestations devront être conformes aux stipulations du contrat (les normes et spécifications techniques applicables étant celles en vigueur à la date du contrat). L'accord-cadre s'exécute au moyen

de bons de commande dont le délai d'exécution commence à courir à compter de la date de notification du bon.

Adresse de livraison :

INSA STRASBOURG
24 BOULEVARD DE LA VICTOIRE
67084 STRASBOURG CEDEX

8 - Constatation de l'exécution des prestations

8.1 - Vérifications

Les vérifications quantitatives et qualitatives simples seront effectuées au moment même de la livraison de la fourniture ou de l'exécution de service (examen sommaire) conformément aux articles 27 et 28.1 du CCAG-FCS.

9 - Garantie des prestations

Les prestations feront l'objet d'une garantie de 1 an dont le point de départ est la date de notification de la décision d'admission. Les modalités de cette garantie sont définies à l'article 28 du CCAG-FCS.

10 - Pénalités

10.1 - Pénalités de retard

Par dérogation à l'article 14.1.1 du C.C.A.G.-F.C.S lorsque le délai contractuel de livraison est dépassé, par le fait du titulaire, celui-ci encourt, sans mise en demeure préalable des pénalités s'élevant à 50 € par jour de retard et par bon de commande. Toute journée commencée est due.

11 - Assurances

Conformément aux dispositions de l'article 9 du CCAG-FCS, tout titulaire (mandataire et cotraitants inclus) doit justifier, dans un délai de 15 jours à compter de la notification du contrat et avant tout commencement d'exécution, qu'il est titulaire des contrats d'assurances, au moyen d'une attestation établissant l'étendue de la responsabilité garantie.

12 - Résiliation du contrat

12.1 - Conditions de résiliation de l'accord-cadre

Les conditions de résiliation de l'accord-cadre sont définies aux articles 38 à 45 du CCAG-FCS.

En cas d'inexactitude des documents et renseignements mentionnés à articles R.2143-3 et R.2143-8 du code de la Commande publique, ou de refus de produire les pièces prévues aux articles R.1263-12, D. 8222-5 ou D. 8222-7 ou D.8254-2 à D.8254-5 du Code du travail conformément à l'article R.2143-8 du Code de la Commande Publique, il sera fait application aux torts du titulaire des conditions de résiliation prévues par le marché.

12.2 - Redressement ou liquidation judiciaire

Le jugement instituant le redressement ou la liquidation judiciaire est notifié immédiatement au pouvoir adjudicateur par le titulaire de l'accord-cadre. Il en va de même de tout jugement ou décision susceptible d'avoir un effet sur l'exécution de l'accord-cadre.

Le pouvoir adjudicateur adresse à l'administrateur ou au liquidateur une mise en demeure lui demandant s'il entend exiger l'exécution de l'accord-cadre. En cas de redressement judiciaire, cette mise en demeure est adressée au titulaire dans le cas d'une procédure simplifiée sans administrateur si, en application de l'article L627-2 du Code de commerce, le juge commissaire a expressément autorisé celui-ci à exercer la faculté ouverte à l'article L622-13 du Code de commerce.

En cas de réponse négative ou de l'absence de réponse dans le délai d'un mois à compter de l'envoi de la mise en demeure, la résiliation de l'accord-cadre est prononcée. Ce délai d'un mois peut être prolongé ou raccourci si, avant l'expiration dudit délai, le juge commissaire a accordé à l'administrateur ou au liquidateur une prolongation, ou lui a imparti un délai plus court.

La résiliation prend effet à la date de décision de l'administrateur, du liquidateur ou du titulaire de renoncer à poursuivre l'exécution de l'accord-cadre, ou à l'expiration du délai d'un mois ci-dessus. Elle n'ouvre droit, pour le titulaire, à aucune indemnité.

13 - Règlement des litiges et langues

En cas de litige, seul le Tribunal Administratif de Strasbourg est compétent en la matière.

Tous les documents, inscriptions sur matériel, correspondances, demandes de paiement ou modes d'emploi doivent être entièrement rédigés en langue française ou accompagnés d'une traduction en français, certifiée conforme à l'original par un traducteur assermenté.

14 - Dérogations

- L'article 2 du CCAP déroge à l'article 4.1 du CCAG - Fournitures Courantes et Services
- L'article 4.2 du CCAP déroge à l'article 10.2 du CCAG - Fournitures Courantes et Services
- L'article 10.1 du CCAP déroge à l'article 14.1 et 14.1.3 du CCAG - Fournitures Courantes et Services